

Intervention de Dominique BAERT sur Projet de Loi de Finances Rectificative pour 2010

Madame la Ministre,
Monsieur le Président,
Monsieur le Rapporteur Général, mes Chers Collègues,

Cette première Loi de Finances Rectificative pour 2010 est une manière particulière pour le Gouvernement de présenter ses vœux budgétaires, annonciatrice d'une année budgétaire productrice, au moins, de Lois de Finances Rectificatives !

Sans vouloir me ranger nécessairement parmi les comptempteurs de ce « Grand Emprunt », permettez au Rapporteur spécial de notre Commission des Finances en charge des « engagements financiers de l'Etat » de vous dire que ce « Grand Emprunt » est, à mes yeux, critiquable pour au moins 3 raisons.

1. D'abord, parce que, quelles que soient les modalités qui l'habillent, et la remarquable illusion technique que le Ministère des Finances lui donne, il ne faut pas hésiter, Madame la Ministre, à appeler un chat un chat. Et un emprunt, qu'il soit grand ou petit, est un emprunt, lequel n'est rien d'autre qu'une dette à rembourser !

Dans mon rapport sur le PLF 2010, en décembre dernier, j'insistais sur l'emballlement en cours de l'endettement public.

Je reconnais que la conjoncture, l'écart entre le taux de croissance et les taux d'intérêt créent des mécaniques implacables dont il n'est pas simple de s'émanciper. Sauf que là, ce n'est pas un accident involontaire : c'est le Gouvernement lui-même qui appuie sur l'accélérateur, et sur route plus que verglacée ! C'est une décision délibérée d'augmenter la dette ; pis, le Gouvernement s'en félicite !

Les chiffres publiés donnent pourtant l'ampleur du dérapage déjà réalisé : fin décembre 2009, la dette négociable est de 1.148 milliards d'euros, soit 131 milliards de plus en un an ! 13 % de plus en un an ! Plus de 10 points de PIB de plus en un an ! De 66 % en 2008 à 85 % en 2010 : 20 points de PIB de plus en 2 ans ! Avec ce record, ce Gouvernement entre dans l'histoire budgétaire, la mauvaise...

2. La seconde préoccupation, c'est qu'à trois égards, **cette dette place la France dans une zone de fragilité, dans une zone « dangereuse » disait Philippe Séguin :**

D'abord, à cause de la charge de la dette générée. Avant même cet emprunt, vos propres projections annoncent qu'elle va augmenter de 4,5 milliards en 2010, pour atteindre 43 milliards. Aurait-on oublié que les taux d'intérêt sont exceptionnellement bas, très bas... et que, la reprise aidant, ils vont réaugmenter, et donc augmenter nos charges d'intérêt ? Ignorerait-on l'extrême élasticité de cette charge globale à la hausse des taux ? Pour une hausse de taux de 1 %, ce sont 2,5 milliards de plus la première année, 4,2 la seconde, et 6,3 milliards la troisième !

Cette sensibilité au taux d'intérêt est d'autant plus forte que ses besoins de financement, l'Etat les finance surtout à court et très court terme, et ce de plus en plus : 13,6 % de la dette était souscrite à court terme en 2008, 18,7 % en décembre 2009, pour 214 milliards d'euros (alors que ce n'était que 138 milliards un an plus tôt !).

Et qui peut oublier que cette dette de l'Etat est de plus en plus souscrite, pour plus des 2/3, par des prêteurs non-résidents ? Pour les conserver, vous risquez un jour d'en payer le prix, par la prime de risque !

L'Etat français a donc une dette déjà onéreuse, de court terme, et financée par des investisseurs étrangers ! Qui dira qu'elle n'est pas un facteur de fragilité ? La stratégie du « Grand Emprunt » l'accentue, surtout quand on observe que ce « Grand Emprunt » se fait par de tels artifices de trésorerie que personne n'a encore su ici nous dire quel en sera le terme réel, ni même le taux d'intérêt qu'il coûtera. Avec cet emprunt, « on ne nous dit pas tout ! ». Où cela va-t-il nous mener ?

3. Enfin, et même, en supposant que l'on fasse sien, la pertinence de plusieurs des investissements envisagés, je veux dire ici, que ce « Grand Emprunt » oublie deux urgences sociales majeures.

Un investissement, car cela en serait un, en consacrant des fonds à l'hôpital public, aujourd'hui étranglé par ses déficits et par sa dette. Avec 1 milliard d'euros, les déficits de tous les hôpitaux publics de ce pays seraient apurés, et tous les comptes équilibrés en 2010 ! Et même, qu'une caisse de titrisation des dettes du secteur hospitalier soit créée, et qu'avec un montage financier astucieux, elle puisse être collectivement amortie, et toute la gestion hospitalière bénéficierait d'un ballon d'oxygène salvateur.

La recherche, l'université, investir dans le capital humain, c'est important, ô combien ! Mais éviter que celui-ci ne se dégrade en lui permettant de se soigner, en investissant dans la santé, ça l'est aussi !

De même, si de l'argent existe, n'oublions pas que des urgences humaines existent. Le problème des fins de droits n'est pas résolu, non plus d'ailleurs que le financement de l'AER, l'allocation équivalent retraite, dont des chômeurs âgés ont un criant besoin, tout simplement pour vivre ! En Allemagne, dès l'origine de la crise, il a été décidé tout de suite, de prolonger fortement l'indemnisation du chômage. En France, non seulement cela n'a pas été fait, mais le Gouvernement a fait l'inverse ! C'est une terrible erreur sociale, mais aussi économique !

Chers collègues, au moment de brasser les milliards, et de parler de grands projets, n'oublions pas qu'il y a en France aujourd'hui des millions de gens qui souffrent de mal vivre, et le plus bel investissement qu'on pourrait leur offrir c'est de changer de politique économique, dont ce « Grand Emprunt » n'est rien d'autre que le constat de l'échec !

Un échec qui se solde par un chiffre : 20.600 euros. C'est ce que doit chaque français pour payer la dette de qui ? Celle de l'Etat...

Gageons, mes Chers Collègues, craignons que ceux qui paieront demain, n'aient pas eu la chance de bénéficier des cadeaux fiscaux d'hier qui eux, ont creusé les déficits !